

ETUDES HELLENIQUES

HELLENIC STUDIES

LA CRISE CHYPRIOTE THE CYPRUS CRISIS

Edited by / Sous la direction de
Stephanos Constantinides
Thalia Tassou

With Associate Editor / Avec la collaboration de
Panayiotis Constantinides

Contributors / Contributions de
Jean Catsiapis
Giorgos Kentas
Michalis Kontos
Aris Petasis
Christos Psilogenis

Panayotis J. Tsakonas, Dimitris K. Xenakis
*European Approaches to Illegal Migration in
the Mediterranean: An Overall Assessment*

Panagiota Manoli
*Overlapping Crises Cast Shadow Over
Euro-Mediterranean*

Konstantinos Lambropoulos
*Obama's Elusive Foreign Policy "Doctrine"
and its Impact on the MENA Region*

Volume 21, No 1, Spring / Printemps 2013

1

Chronologies

Chypre: 1er novembre 2012-30 avril 2013

12 novembre: Dervis Eroglu, le chef de la communauté chypriote turque, demande la reprise des négociations intercommunautaires après les élections présidentielles de février 2013. Toutefois il n'acceptera de négocier que s'il y aura un calendrier précis sur la tenue de ces négociations.

27 décembre: Le Ministre turc des affaires européennes Egemen Bagis déclare que la Turquie est prête à aider financièrement les Chypriotes grecs et souhaite que «Dieu aide les Chypriotes grecs».

11 janvier: Plusieurs dirigeants du Parti populaire européen dont le Premier ministre grec A. Samaras et la Chancelière allemande A. Merkel viennent à Limassol pour soutenir la candidature de Nicos Anastasiadès à la présidence de la République.

13 février: Le scandale, qui affecte plusieurs pays européens, de la viande de cheval présentée par des exportateurs roumains comme de la viande de bœuf implique une société basée à Limassol.

17 février: Premier tour des élections présidentielles: Nicos Anastasiadès, le chef du Rassemblement démocratique (Disy), parti de la droite arrive en tête (45,46%) devant Stavros Malas (26,91%) soutenu par l'Akel (communiste) et Georges Lillikas (24,93%), candidat indépendant.

24 février: Second tour des élections présidentielles: N. Anastasiadès (57,48%) est élu président de la République devant S.Malas (42,52%).

27 février: Nomination du nouveau gouvernement.

Ministre des Affaires étrangères	Ioannis Kassoulidès
Ministre des Finances	Michel Sarris
Ministre de l'Intérieur	Socrate Hassikos
Ministre de la Défense	Photis Photiou
Ministre de l'Education et de la Culture	Kyriakos Kénévézos
Ministre des Communications et Travaux publics	Tassos Mitsopoulos

Ministre de l'Énergie, du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme	Georges Lacotripès
Ministre de l'Agriculture, Ressources naturelles et Environnement	Nicos Kouyialis
Ministre du Travail et des Assurances sociales	Harris Georgiadès
Ministre de la Justice et de l'Ordre public	Ionas Nicolaou
Ministre de la Santé	Pétros Pétridès
Porte Parole du Gouvernement	Christos Stylianidès
Secrétaire d'Etat à la Présidence	Constantin Pétridès

10-11 mars: Première visite en Grèce depuis son élection du président N. Anastasiadès.

16 avril: Victor Papadopoulos, Porte Parole adjoint du gouvernement, déclare que la politique de rigueur imposée aux travailleurs est dûe à la gouvernance de l'ancien président Dimitri Christofias et non pas à l'actuel gouvernement, qui n'existe que depuis 45 jours.

21 avril: D. Eroglu déclare que sans l'intervention de l'armée turque en 1974 les Chypriotes grecs auraient enterré massivement les Chypriotes turcs dans des tombes.

28 avril: Georges Lillikas, ancien candidat aux élections présidentielles de février 2013 fonde l'Alliance des citoyens.

Grèce: 1er novembre 2012-30 avril 2013

7 novembre: Le Parlement adopte à une courte majorité (153 voix pour, 128 contre et 18 abstentions) un plan d'austérité afin que soit approuvé le Mémoire n°3 établi par l'Eurogroupe et le FMI. Certains députés de la Nouvelle Démocratie (droite) et du Pasok (socialiste) sont radiés de leur parti pour avoir voté contre ce plan ou s'être abstenus. Le Dimar (gauche démocratique), qui soutient le gouvernement s'est toutefois abstenu.

Ce plan dont les mesures d'économie se montent à 13,5 milliards d'euros prévoit, entre autres, le licenciement de fonctionnaires, de nouvelles coupes dans les salaires et les retraites, le report de l'âge de la retraite à 67 ans, des

hausse d'impôts et la suppression des conventions collectives. En contrepartie, la Troïka devait débloquer d'ici à la fin du mois de novembre une nouvelle tranche d'aide de 34,7 milliards d'euros. Cette somme initialement aurait dû être versée en juin mais les bailleurs de fonds internationaux avaient ajourné son versement, exigeant au préalable l'adoption d'un programme d'ajustement budgétaire musclé.

13 novembre: Le président français François Hollande déclare que la solution de la crise grecque reste un des objectifs majeurs de la politique européenne de la France.

29 novembre: Le gouvernement présente un plan de remboursement avant la fin de l'année des arriérés de l'Etat à ses fournisseurs privés d'un montant total de 9,3 milliards d'euros.

30 novembre - 2 décembre: Congrès panhellénique du Syriza (gauche radicale): Il s'agit de la première étape du processus de transformation du Syriza, qui comprend une douzaine de formations de gauche, en un parti unifié.

2 décembre: La chancelière Angela Merkel laisse entendre pour la première fois un effacement de la dette grecque à partir de 2014-2015 «si la Grèce arrive à s'en sortir avec ses recettes sans contracter de nouvelles dettes».

13 décembre: L'Eurogroupe et le FMI confirment le déblocage de 34,7 milliards d'euros à la Grèce et le versement à ce pays en plusieurs tranches de 15 milliards d'euros d'ici à mars 2013.

15 décembre: 16 migrants ont péri et 11 sont portés disparus après le naufrage de leur embarcation au large de l'île de Mytilène.

18 décembre: L'agence de notation Standard & Poor's a relevé de 6 crans la note souveraine de la Grèce de «défaut sélectif» à «B – grâce au soutien affirmé de la zone euro à ce pays».

17 janvier: Par 229 voix sur 300 le Parlement grec renvoie l'ancien ministre des finances Georges Papaconstantinou devant une commission formée de députés pour élucider son rôle dans le cadre de la liste Lagarde (la ministre française des finances Christine Lagarde avait transmis en 2011 à son homologue grec une liste de noms de ressortissants grecs possédant en Suisse un compte à la banque HSBC).

1er février: Le ministre des finances Ioannis Stournaras a reçu un courrier signé «Révolution crétoise» avec une balle de revolver à l'intérieur.

2 février: Arrestation de 4 terroristes membres des Cellules de feu.

19 février: Visite de travail à Athènes du président François Hollande, qui affirme la solidarité de la France envers le peuple grec.

27 février: L'ancien maire de Thessalonique, Vassilis Papageorgopoulos, a été condamné à la prison à vie pour complicité de détournement d'une somme de 18 millions d'euros.

7 avril: Le quotidien *To Vima* publie un rapport confidentiel - reproduit par le journal allemand *Der Spiegel* du ministère grec des finances, qui estime à 162 milliards d'euros la dette de guerre de l'Allemagne (emprunt forcé + indemnités de réparation) à l'égard de la Grèce.

11-14 avril: 19ème Congrès du parti communiste KKE. Dimitri Koutsoumbas devient Secrétaire général, en remplacement d'Aleka Papariga.

11 avril: le ministre des affaires étrangères D. Avramopoulos indique que les juridictions internationales examineront la question du remboursement de l'emprunt forcé nazi, que l'Allemagne conteste et qui rappelle qu'en 1960 un accord signé avec Constantin Caramanlis avait prévu un dédommagement de 115 millions de marks pour les indemnités de guerre.

22 avril: Ouverture du procès d'Akis Tsohatzopoulos, ancien ministre de la défense (Pasok) accusé d'avoir perçu des pots de vin pour l'achat de systèmes d'armement. A. Tsohatzopoulos, placé en détention le 16 avril 2012, avait été condamné le 4 mars 2013 à 8 ans de prison ferme pour dissimulation de revenus.

28 avril: Vote de la «multi-loi» par 168 voix contre 123, qui selon le gouvernement doit améliorer la compétitivité. Ce texte prévoit notamment le licenciement de 15 000 fonctionnaires d'ici à la fin 2014.